



Maison méditerranéenne
des sciences de l'homme



CIRCULATIONS ET APPROPRIATIONS DES MODÈLES DU SERVICE PUBLIC EN MÉDITERRANÉE

Colloque international

Faculté des sciences juridiques économiques et sociales Mohammedia-université Hassan
II Casablanca
Maroc
1-2 décembre 2016

Colloque international co-organisé par la Faculté des sciences juridiques économiques et sociales Mohammedia UNIV Hasan II, Casablanca (Maroc), et le programme TRANSPUME (Transformations du service public en Méditerranée) soutenu par la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, Aix-en-Provence (France)

Qu'est-ce que le service public? Comment interpréter le fait que cette notion complexe, que l'on assimile souvent à la simple gestion de l'intérêt général, se trouve à l'heure actuelle au cœur des interrogations et des mouvements citoyens qui animent les sociétés des deux rives de la Méditerranée, dans le contexte d'une crise de l'autorité publique ou d'une remise en cause de la forme du régime? Quelles pratiques de gouvernance le service public peut-il sous-tendre dans les sociétés méditerranéennes contemporaines ?

Sur le pourtour méditerranéen, deux traditions du service public, française et anglo-saxonne, coexistent, voisinent, ou rivalisent avec toutefois une prégnance du modèle anglais qui tend à se diffuser, voire s'imposer. L'espace méditerranéen - sur ses deux rives - fournit ainsi un lieu d'articulation de deux traditions du service public, l'une attachée à l'autorité de l'État et l'autre à la mise en œuvre collective du bien commun.

Dans les contextes de colonisation, l'étendue des services publics aux communautés, qu'elles soient situées proches des centres administratifs ou isolées sur le territoire, a permis l'imposition de la suprématie des états tutélaires. Les États ont pu planifier le déploiement des services publics comme un outil de domination sur des groupes minoritaires et sur leur territoire. Ils ont alors imposé un cadre à l'action collective mais ils se sont heurtés à des conceptions du collectif ou de l'intérêt général définies dans d'autres contextes culturels, parfois même où le champ de l'action politique ressort plus du cadre des relations parentales ou communautaires que d'institutions formelles. Ainsi, dans ces contextes, l'efficacité même des services publics est évaluée selon des critères qui ne rejoignent pas toujours les missions que ces services se sont donnés. Les services publics sont ainsi devenus le lieu de confrontations de valeurs et de pratiques culturelles. Les questions qui entourent les services publics dans des contextes culturels ou nationaux différents interrogent ainsi sur l'évidence

même des services publics et de l'intérêt général. Comment les modèles et les procédures de mise en place des services publics se sont-ils constitués et s'actualisent-ils ? Comment les modèles circulent-ils et sont-ils diffusés par les pouvoirs en place (colonisation, *globalisation*, régionalisation, territorialisation, etc.) ? Comment les individus se réapproprient-ils ces modèles, ou y résistent-ils ? Ce colloque analysera ainsi les négociations, les conflits éventuels liés à l'importation, la diffusion, et l'acculturation de ces modèles et procédures.

En prenant comme objet les modèles, circulations, et appropriations du service public en Méditerranée, ce colloque ambitionne ainsi de s'interroger d'une part sur l'évolution de la définition même du service public - qui dépend de la manière dont les sociétés se représentent leurs besoins collectifs - et d'autre part sur la façon dont les individus appréhendés à différentes échelles (peuple, usager,...) s'approprient et revendiquent les biens et services collectifs. Les contextes méditerranéens passé et actuel (Printemps arabes par exemple) donnent toute leur acuité à ces questionnements. En effet, l'angle d'approche privilégiant les transformations du service public dans les sociétés méditerranéennes contemporaines place au cœur de la réflexion la question du rôle de l'État, des formulations et des modalités des politiques publiques, ainsi que des remises en question que celles-ci peuvent générer dans le contexte actuel. Aussi, il s'agit bien d'envisager la gouvernance par la prise en compte des attentes des citoyens, des différentes échelles d'organisation du service public, de ses procédures d'application et de ses modes de financement (porosité secteur public, secteur privé).

Dans le prolongement des colloques internationaux organisés à la MMSH en août 2013, « *Le service public en Méditerranée au prisme des sciences sociales* », ainsi que « *Et pourtant, si ! Les improbables du service public* » organisé en novembre 2015, cette manifestation tend, au final, à enrichir la connaissance pluridisciplinaire de cet objet.

Les communications attendues pourront relever de toutes les disciplines des sciences humaines, sociales, juridiques et économiques. Bien que l'aire privilégiée pour ce colloque soit l'espace méditerranéen, à titre comparatif quelques communications pourront envisager d'autres aires géographiques.

Les communications devront s'inscrire dans l'une des sessions suivantes :

- **Session 1.** « **Les modèles** du service public » : il s'agira d'analyser ici les modèles produits par les États européens dans des contextes coloniaux. Comment se définissent-ils ? Comment se diffusent-ils ? Font-ils l'objet d'adaptations et de remises en cause ?
- **Session 2.** « **Les échelles de gestion** du service public » : On s'interrogera sur les échelles de gestion - communautaires, locales, et centrales - qui ont été et qui sont des éléments fondamentaux des processus d'appropriation du service public dans les mondes méditerranéens chrétiens et musulmans dès le Moyen Âge.
- **Session 3.** « **L'espace** du service public » : cette session a trait à l'espace public. Comment la notion d'intérêt général et de bien commun structure-t-elle un espace public considéré au sens large du terme, à la fois matériel et symbolique ? L'accent sera mis ici sur les tensions et les conflits indicateurs des dynamiques afférentes aux transformations du service public.
- Session 4.** « **La gouvernance** du service public » : Il s'agit dans cette session de s'interroger sur les modes de gouvernance du service public dans le contexte actuel en

prenant en compte les attentes des citoyens, les procédures d'application, et les modèles de financement.

Les propositions de communications (comprises entre 1000 et 1500 signes-espaces) devront être adressées par voie électronique au format .docx ou .doc, en français, en anglais, ou en arabe aux adresses suivantes : transpume@gmail.com, colloque.servicespublics@gmail.com et avant le 7 septembre 2016.

Le comité d'organisation du colloque, après avis du conseil scientifique, adressera une réponse le 15 septembre 2016.

Une sélection des communications fera l'objet d'une publication dans un ouvrage collectif.

La gestion administrative du colloque est assurée par la faculté des sciences juridiques économiques et sociales Mohammed VI Université Hassan II Casablanca.

Le colloque prend en charge le séjour, les frais de transport peuvent demeurer à la charge des participants.

Comité d'organisation : Jamal Hattabi, Khadija Ennaciri, Ghislaine Gallenga, Aba Naima, Laure Verdon, Fatiha Kihel

Comité scientifique : Pierre Bauby (Sciences Po, Université Paris-VIII, France), Mustapha El-Miri (AMU-CNRS-LEST, France), Khadija Ennaciri (Université Casablanca, Maroc), Kihel Fatiha (Université Casablanca, Maroc), Ghislaine Gallenga (AMU-CNRS-IDEMEC, France), Jamal Hattabi (Sciences po, Université Casablanca, Maroc), Élise Massicard (CNRS-CERI/Sciences Po, France), Najib Mouhtadi (Université Casablanca, Maroc), Aba Naima (Université Casablanca, Maroc), Riccardo Rao (Université de Bergame, Italie), Laure Verdon (AMU-CNRS-TELEMME, France)

